

« JE NE PEUX RIEN FAIRE D'AUTRE QUE LUTTER POUR MON QUARTIER »

Luttes d'habitantes dans le quartier de la Mouraria, Lisbonne

Par Left Hand Rotation et Rita Silva (Habita)

Pour Jef Klak :

Traduit par Alexane Brochard et Mickaël Correia

Sous-tirage: Marie Bottois

En quelques années, Lisbonne est devenue l'une des destinations les plus prisées d'Europe. Encouragé par le gouvernement portugais et le FMI pour transformer l'économie, le tourisme de masse y bat chaque année de nouveaux records. Au point que les habitant·es des quartiers du centre-ville sont chassé·es pour faire place aux touristes, ce qu'on appelle ici la « touristification ». L'offre de logements Airbnb sur Lisbonne a ainsi été multiplié par quinze ces cinq dernières années, tandis que le prix des locations augmente de 8 % par an. Mais face à la spéculation immobilière menaçant les quartiers populaires, nombre de locataires résistent. Récit en vidéo du combat victorieux mené par les habitantes de la Mouraria.

Rua dos Lagares (10 min, 2017) est un mini-documentaire du collectif [Left Hand Rotation](#) en collaboration avec l'association de quartier [Habita](#) et les habitantes de la Rua dos Lagares à Lisbonne, en lutte contre leur expulsion entre mars et août 2017.

*

Présentation de la vidéo par Rita Silva (Association de droit au logement Habita)

Au 25 de la Rua dos Lagares, dans le quartier de la Mouraria à Lisbonne, 16 familles devaient être délogées par le nouveau propriétaire de l'immeuble, ne renouvelant pas les baux. Ce dernier se préparait en effet à accroître fortement la rentabilité de l'immeuble. Augmenter de manière consé-

quente les loyers, créer des appartements pour le tourisme ou revendre, les possibilités étaient nombreuses tant l'investissement immobiliario-financier afflue aujourd'hui à Lisbonne. Ou comment gagner des millions en expulsant ou délogeant les habitant·es qui n'ont plus de pouvoir d'achat sur un marché devenu inaccessible pour la majeure partie de la population active au Portugal.

Mais les habitant·es et, plus particulièrement dans la Rua dos Lagares n'ont pas accepté ces expulsions. En plus de ne pas vouloir abandonner le quartier qui les a vu naître ou dans lequel ces familles ont vécu une grande partie de leur vie, elles n'avaient aucune autre alternative d'habitation à des prix soutenables, ni à Lisbonne ni en dehors. Aujourd'hui, les loyers dépassent en effet largement les plus bas salaires qui, malheureusement, foisonnent.

Les familles se sont organisées, ont réclamé leur droit au logement ainsi que celui à rester dans la ville où elles travaillent et au sein de laquelle elles s'investissent quotidiennement ; elles ont exigé d'avoir voix au chapitre, en refusant de partir, et en faisant pression sur les pouvoirs publics. Au lieu de « demander de l'aide » – expression aujourd'hui réappropriée par les politiques démobilisatrices d'assistantat fortement ancrées dans les mentalités du Portugal – les gens se sont organisés pour faire valoir leur droit et faire entendre leur voix, en tant qu'habitant-es ou en tant que citoyen-nes. En s'adressant aux autorités qui ont obligation, non pas d'aider, mais de développer des politiques et des processus qui promeuvent la justice sociale, l'égalité et le respect des droits.

La municipalité de Lisbonne a déclaré qu'elle ne pouvait rien n'y faire, que c'était le problème de la loi sur les locations de logements¹ – *Lei das rendas* – (que le gouvernement socialiste n'a toujours pas changé, alors que c'est pourtant fondamental), des propriétaires et du marché. Les habitants, et surtout les habitantes, ne se sont pas laissés abattre et ont alors continué leur lutte sous de multiples formes (Création du comité *Santo António* contre les Expulsions, page [Facebook](#), participation aux réunions de la mairie et aux assemblées municipales, réalisation de vidéos critiques, manifestations, rassemblement, etc.). Elles étaient prêtes à tout !

Et c'est ainsi que, soudainement, la municipalité – par l'entremise de sa conseillère en charge du logement Paula Marques – a négocié avec le propriétaire le renouvellement des contrats de location pour une durée de cinq ans, sans augmentation des loyers et avec des travaux de réhabilitation qui étaient plus que nécessaires. Parfait !

Cette belle histoire n'est pas encore terminée (vous devez avoir les contrats en main et cinq ans, c'est cinq ans...), mais c'est déjà une grande victoire. Une victoire qui va au-delà de la Rua dos Lagares : elle nous apprend qu'il est possible de stopper les expulsions. Qu'il vaut la peine de s'organiser et de se battre, car ce n'est que de cette façon que nous pouvons conquérir ou maintenir des droits et faire respecter la justice sociale. Elle nous enseigne également que les municipalités, et en particulier celle de Lisbonne, ont des mécanismes

pour mettre fin aux expulsions. Entre autres : exercer un droit de préemption lorsque les bâtiments sont vendus afin d'augmenter son parc de location et éviter toute expulsion ; négocier avec les propriétaires pour maintenir les locataires en échange de soutien à la rénovation des logements ; obliger à des quotas de location à durée illimitée et accessibles à toutes au sein de chaque nouveau projet de construction ou de réhabilitation ; utiliser les logements sociaux municipaux pour reloger les personnes expulsées en veillant à ce que les gens restent dans leur communauté ; limiter fortement l'*Alojamento Local*² ; resserrer la réglementation et la fiscalisation des travaux de rénovation des immeubles, etc.

Il est enfin nécessaire de modifier la loi sur les locations de logements ainsi que les politiques gouvernementales et municipales qui incitent grandement à la spéculation immobilière. Ce sont des défis majeurs à l'heure où beaucoup de familles sont en passe d'être expulsées à Lisbonne et dans d'autres villes du pays. Elles ont également besoin de solutions concrètes – mais pour affronter tout cela nous avons maintenant plus de force.

Merci à toutes les habitant-es et spécialement aux habitantes de la Rua dos Lagares.

Pour aller plus loin :

- Un reportage au long cours sur la « touristification » du quartier de l'Alfama à Lisbonne : [« Lisbonne tremble encore, Rapport sur la destruction des villes par le tourisme », CQFDn° 147 \(octobre 2016\)](#), par [Ferdinand Cazalis](#) et [Mickaël Correia](#).
- La mine d'or de productions et d'archives sur le site du collectif [Left Hand Rotation](#), pour qui s'intéresse aux phénomènes de touristification et de gentrification (en castillan et portugais).
- Sur la touristification à Barcelone : [« L'invasion des terrasses volantes : Airbnb contre Barcelone », CQFD n° 137 \(novembre 2015\)](#), par [Bruno Le Dantec](#) et [Ferdinand Cazalis](#).

NOTES

1. En 1948, sous la dictature de Salazar, les prix de location avaient été gelés, avec des baux éternels et héréditaires, ce qui avait permis des loyers populaires à moins de 100 euros jusqu'en 1990. Suite à la crise économique de 2011 et sous pression du FMI, le gouvernement de centre-droit du Premier ministre *Pedro Passos Coelho* a fini en 2012 par autoriser les propriétaires à signer des baux à échéance fixe de 5 ans et à leur faciliter l'expulsion des habitant-es dans le cadre de la restauration des lieux.

2. En plus de l'explosion des locations Airbnb à Lisbonne, le statut particulier d'*Alojamento Local (AL)* incite les propriétaires à louer leurs biens à très court terme, ces derniers étant alors taxés à 15 % contre 28 % pour un bail à long terme. 200 nouveaux AL à destination des touristes surgissent ainsi chaque mois dans la capitale portugaise.